

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Le 20 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEICHIM PROCESSING S.A.

LE HONRY
39190 Beaufort-Orbagna

Références : CF/VV/2024/L_41
Code AIOT : 0005900723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SPEICHIM PROCESSING S.A. implanté Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEICHIM PROCESSING S.A.
- Le Honry 39190 Beaufort-Orbagna
- Code AIOT : 0005900723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site de Beaufort est spécialisé dans la purification et la régénération de solvants.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites des précédentes visites,
- risques accidentels :
 - incident du 25/07/2023)
 - dossier de porter à connaissance de changement d'alimentation de la chaudière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022, article 8.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022, article 8.1	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
9	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022, article 8.2	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Incident / accident	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.5.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.6.3	Sans objet
3	Dossier de porter à connaissance	Autre du 04/08/2023, article 10.1	Sans objet
4	Dossier de porter à connaissance	Autre du 04/08/2023, article 10.1	Sans objet
5	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022	Sans objet
8	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022, article 8.1	Sans objet
10	Suites inspections précédentes	Autre du 22/02/2022, article 8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire un point précis de l'ensemble des constats en cours. Les contrôles prévus concernant la réalisation des modifications de l'alimentation de la chaudière du site n'ont pas été effectués, car le projet n'est pas réalisé à ce stade. Des contrôles seront effectués lors d'une prochaine visite lorsque le projet aura été réalisé.

L'instruction du dossier fera l'objet d'un courrier spécifique distinct de ce rapport.

Les fiches de constats en annexe précisent les attendus pour les constats non soldés.

L'inspection propose d'encadrer la mise en conformité des stockages (cf fiches de constat n°6, n°7 et n°9) par voie d'arrêté de mise en demeure (cf projet d'arrêté en pièce jointe) en cohérence avec les propositions de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Panne détecteurs de flammes
Prescription contrôlée : 7.6.3 : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant a précisé par courriel du 04/08/2023 : Je tiens également à vous signaler que nous avons 4 détecteurs flammes (incendie) des cuvettes de rétention des cuves qui sont hors service, suite à un violent orage, depuis le 25/07/23. Nous avons passé une commande à la société Siemens pour le remplacement de ces 4 détecteurs, mais nous ne connaissons pas le délai d'intervention.
Constats : Point du 26/10/2023 : Les 4 détecteurs sont en service. L'inspection ne formule pas de constat, mais une observation.
Observations : Les détecteurs ont été remis en service dans un délai de 2 mois consécutivement à leur détérioration. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il relève de sa responsabilité de s'assurer du bon fonctionnement permanent des installations de détection flammes et plus globalement de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie installés. Il conviendrait de formaliser un retour d'expérience lié à cet incident. Cf fiche de constat 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Incident / accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
Prescription contrôlée : ARTICLE 2.5.1 - DÉCLARATION ET RAPPORT : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Point du 26/10/2023 :</u> Non conformité : l'incident est survenu le 25/07/2023 et l'exploitant a déclaré l'événement à l'Inspection le 04/08/2023. L'incident n'a pas fait l'objet d'un rapport d'incident transmis dans les 15 jours suivant l'événement. Pour solder ce constat, l'exploitant transmettra le rapport requis par les dispositions de l'article 2.5.1 susvisé. Comme précisé en séance, les réparations des 4 détecteurs ayant pris 2 mois du fait de difficultés d'approvisionnement des matériels, le rapport devra préciser les mesures prises ou envisagées au niveau local (ou du groupe) afin que les installations puissent être remises en service dans un délai court en cas d'incident similaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : Autre du 04/08/2023, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse détaillée des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dossier de porter à connaissance relatif au "projet de modification de l'alimentation de la chaudière du site" précise :</p> <p>1) - Aucun phénomène dangereux de l'installation autorisée ne constitue pas un événement initiateur du phénomène dangereux de l'installation à Déclaration ; - Aucun des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers du site de Beaufort n'impacte le projet et plus particulièrement n'a des effets dominos sur le projet.</p> <p>2. Les éventuels phénomènes dangereux de l'installation à Déclaration ne constituent pas un événement initiateur du phénomène dangereux de l'installation autorisée, OU il le constitue, mais l'installation autorisée ne génère pas de phénomène dangereux dont les effets sortent des limites de l'établissement ; - Les phénomènes dangereux retenus à l'issue de l'analyse préliminaire des risques du projet de modification du site impactent, avec des effets dominos, la rétention en limite de propriétés. Le phénomène dangereux identifié pour cette zone dans l'étude de dangers (PhD 10b1) entraîne des effets irréversibles et létaux, qui impactent la RD1083.</p> <p>Toutefois, il est à noter qu'il n'existe pas de mode – ou événement initiateur – commun entre les phénomènes dangereux identifiés dans ce dossier et l'incendie de la rétention de liquides inflammables (PhD 10b1).</p> <p>De fait, les effets dominos des phénomènes dangereux liés au projet de modification de SPEICHIM qui entraînent par effet indirect des effets létaux et irréversibles en dehors des limites de site, ne sont pas retenus dans le cadre de cette étude.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point du 26/10/2023 :</u></p> <p>SPEICHIM précise en séance de nouveau qu'il n'existe pas de mode – ou d'événement initiateur – commun entre les phénomènes dangereux identifiés dans le projet de modification de l'alimentation de la chaudière et l'incendie de la rétention de liquides inflammables (PhD 10b1). Ainsi, les effets dominos des phénomènes dangereux liés au projet qui entraînent par effet indirect des effets létaux et irréversibles en dehors des limites de site, ne sont pas retenus. L'inspection prend acte des explications et ne formule pas de constat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier de porter à connaissance

Référence réglementaire : Autre du 04/08/2023, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse détaillée des risques
Prescription contrôlée : Le dossier de porter à connaissance relatif au "projet de modification de l'alimentation de la chaudière du site" précise : L'installation à Déclaration respecte la réglementation qui lui est applicable (arrêté ministériel de prescriptions générales ou arrêté spécifique par exemple) ; - Une étude réglementaire du projet a été réalisée en 2020 par Bureau Veritas afin d'identifier les prescriptions applicables au projet, réf : Speichim Beaufort GPL BV 9383533 V0. SPEICHIM a pris en compte les conclusions de cette étude pour la réalisation du projet.
Constats : Point du 26/10/2023: <u>Demande de complément :</u> l'exploitant transmettra l'étude réglementaire de 2020 réalisée par Bureau Veritas identifiant les prescriptions applicables au projet, réf : Speichim Beaufort GPL BV9383533 VO ainsi que les justificatifs de conformité de l'installation aux prescriptions applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suites inspections précédentes

Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022
Thème(s) : Risques accidentels, Constat 5-24/10/2019
Prescription contrôlée : Observation : l'ensemble des vannes des installations de contrôle automatique des eaux de ruissellement est à étiqueter pour faciliter les manœuvres à réaliser en cas de nécessité. Les actions à mettre en œuvre auront avantage à être définies dans une instruction, ou équivalent, commune à TRIADIS et SPEICHIM. Observations de l'inspection des installations classées en mars 2020 : L'inspection a pris bonne note des actions projetées et du calendrier prévu. L'exploitant transmettra les éléments justifiant la réalisation des actions. Point du 29/10/2020 : → une note « gestion des eaux pluviales » spécifique à SPEICHIM a été réalisée. Les vannes n'ont toutefois pas encore été étiquetées. Une GMAO est en cours de mise en place et dans ce cadre, un repérage de tous les organes techniques est prévu par étiquetage. La GMAO servira à la programmation de la maintenance. A venir avant fin 2020 : → étiquetage des vannes des installations de contrôle automatiques ; → rédaction d'une fiche, plus simple que la note susvisée, destinée à être partagée avec TRIADIS. Observations de l'inspection des installations classées le 25/10/2021 : Lors de la visite des installations, il a été constaté un travail d'étiquetage et d'affichage

<p>d'instruction sur la façade du bâtiment et sur le coffret électrique de commande de la vanne électrique.</p> <p>Toutefois certaines vannes présentes ne sont pas étiquetées ce qui pourrait porter confusion en cas de manœuvre par les services de secours. L'exploitant précise que l'étiquetage sera prochainement réalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>L'exploitant précisé par courrier en date du 14/04/2022 :</u> L'étiquetage a été réalisé en novembre 2021 + photos à l'appui.</p> <p><u>Point du 26/10/2023 :</u> Le constat 5-24/10/2019 est soldé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suites inspections précédentes

<p>Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022, article 8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Constat 1-25/10/2021</p>
<p>Prescription contrôlée : Chapitre 8.1 AM STOCKAGE DES FÛTS : - un espace libre minimal de 1 mètre doit être maintenu en périphérie des zones de stockage.</p> <p>Constat 1 - 25/10/2021 : non-conformité : un espace libre minimal de 1 mètre n'est pas maintenu en périphérie des zones de stockage. Les stockages sont réalisés au plus près des parois.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Précision de l'exploitant du 14/04/2022 :</u> En 2021, nous avons confié au CNPP la réalisation d'une étude de conformité des installations à l'arrêté du 24/09/20 relatif au stockage des liquides inflammables en récipients mobiles. Ce point spécifique d'espace minimal d'un mètre a été identifié parmi les écarts. En 2022, la mission confiée au CNPP sera complétée pour intégrer le plan d'actions de mise en conformité des installations. Nous demanderons au CNPP de clarifier la lecture qu'il faut avoir de cette notion d'espace libre d'un mètre (ensemble du hangar à fûts ou zones individuelles de stockage). Le cas échéant, une demande d'actualisation de cette prescription de l'arrêté préfectoral pourra être formulée.</p> <p><u>Point du 26/10/2023 :</u> L'espace minimal de 1 mètre n'est pas respecté. La mise en conformité des installations n'a pas été réalisée.</p> <p>Il est proposé d'encadrer la mise en conformité des installations par arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Suites inspections précédentes

Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Constat 2-25/10/2021
<p>Prescription contrôlée : Chapitre 8.1 AM Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être matérialisées sur le sol et être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles ; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles.</p> <p>Précisions de l'exploitant : Certains marquages sont existants, mais sont à revoir et à mettre en cohérence avec la réalisation de l'actuelle étude des dangers.</p> <p>Constat 2 - 25/10/2021 : non-conformité : les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² ne sont pas intégralement matérialisées sur le sol. Ils sont à mettre en conformité avec la dernière version de l'étude des dangers.</p> <p>L'inspection précise que la dernière version de l'étude des dangers est en cours d'instruction et fera l'objet d'échanges par courriers spécifiques avec l'exploitant, notamment : → sur l'accroissement des zones d'effets en comparaison avec l'EDD précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Précision de l'exploitant du 14/04/2022 :</u> Comme vu au cours de la visite d'inspection du 25/10/21, il nous semble plus pertinent de faire figurer les zones de stockage d'emballages vides telles qu'elles sont prises en compte dans l'étude de dangers, car la matérialisation au sol de l'ensemble des zones d'effet thermique aboutirait à une signalisation peu lisible sur le terrain. Nous proposons que la matérialisation de ces zones de stockage d'emballages soit réalisée à l'issue de l'instruction de la nouvelle étude de dangers.</p> <p><u>Point du 26/10/2023 :</u> La prescription est inadaptée : l'exploitant propose de faire marquer au sol les zones de stockage d'emballages vides autorisées plutôt que les zones d'effets thermiques.</p> <p>SPEICHIM propose que la matérialisation des stockages autorisés soit réalisée à l'issue de l'instruction de la nouvelle étude de dangers et précise que les stockages actuels respectent déjà les zones autorisées.</p> <p>L'inspection prend acte de la demande et des propositions de SPEICHIM. La mise à jour de la prescription sera faite à l'occasion de l'instruction de l'étude de dangers.</p> <p>La matérialisation des zones de stockage d'emballages n'est pas réalisée aussi il est proposé d'encadrer la mise en conformité des installations par arrêté préfectoral de mise en demeure, en cohérence avec les propositions de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Suites inspections précédentes

Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Constat 3-25/10/2021
<p>Prescription contrôlée : Chapitre 8.1 AM Chaque cellule du hangar doit être équipée d'un dispositif de détection incendie et d'un système d'extinction automatique (sprinkler).</p> <p>Un rideau d'eau dimensionné à un débit minimum de 25m³/heure et à commande manuelle doit être mis en œuvre entre l'aire de déchargement et les zones 1 et 2, avec retour entre la zone 2 et allée de circulation ci-dessus.</p> <p>Précisions de l'exploitant : / - chaque cellule du hangar est équipée de détecteur incendie et d'un système d'extinction automatique à mousse ; - le rideau d'eau requis est existant.</p> <p>La visite des installations à permis de constater : - que la détection est existante et fonctionnelle (aucun défaut apparent sur la centrale) ; - le rideau d'eau est existant et comporte une commande manuelle.</p> <p>Constat 3 - 25/10/2021 : demande de compléments : l'exploitant transmettra les justificatifs de respect du débit de 25 m³/ heure d'eau pour le rideau d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Précisions de l'exploitant du 14/04/2022 : Nous ne possédons pas les éléments techniques prouvant le respect du débit de 25 m³/h. L'EDD de 2009 faisait état d'un débit de 200 m³/h sur la base d'un taux d'application de 10 l/min/m². La présence du rideau d'eau indiquée dans l'arrêté préfectoral était justifiée par l'absence de mur coupe-feu entre la zone de déchargement et les zones 1 et 2 du hangar à fûts. L'étude dangers de 2009 mentionne la présence de ce rideau d'eau. Toutefois, pour la modélisation des effets thermiques des scénarios d'incendie de la zone de déchargement et des zones 1 et 2 du hangar à fûts, ce rideau n'a pas été pris en compte comme participant à la réduction des effets. A l'issue de l'EDD, un mur coupe-feu a été construit entre la zone de déchargement et les zones 1 et 2 du hangar à fûts et a été complété par un système de détection et d'extinction automatique pour l'ensemble de ces zones. L'ensemble de ces dispositions a rendu obsolète la présence de ce rideau d'eau et la prescription réglementaire associée.</p> <p>Point du 26/10/2023 : La prescription est inadaptée. L'inspection prend acte de la demande et des propositions de SPEICHIM. La mise à jour de la prescription sera faite à l'occasion de l'instruction de l'étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suites inspections précédentes

Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Constat 4-25/10/2021
<p>Prescription contrôlée : Chapitre 8.2 AM</p> <p>Les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² doivent être matérialisées sur le sol et être exemptes de toute présence, même de courte durée, de matières inflammables ou combustibles ; elles ne doivent pas être encombrées de matières, matériaux ou équipements incombustibles.</p> <p>Précisions de l'exploitant : Les dispositions étaient respectées avant la mise à jour de l'étude des dangers transmise en août 2021, en cohérence avec l'étude des dangers précédente.</p> <p>Constat 4 - 25/10/2021 : non-conformité : les zones d'effets thermiques correspondant à un rayonnement de 8 kW/m² ne sont pas matérialisées au sol en cohérence avec l'étude des dangers d'août 2021.</p> <p>L'Inspection précise que la dernière version de l'étude des dangers est en cours d'instruction et fera l'objet d'échanges par courriers spécifiques avec l'exploitant, notamment : → sur l'accroissement des zones d'effets en comparaison avec l'EDD de précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Précisions de l'exploitant du 14/04/2022 :</u> Comme vu au cours de la visite d'inspection du 25/10/21, il nous semble plus pertinent de faire figurer les zones de stockage d'emballages vides telles qu'elles sont prises en compte dans l'étude de dangers, car la matérialisation au sol de l'ensemble des zones d'effet thermique aboutirait à une signalisation peu lisible sur le terrain. Nous proposons que la matérialisation de ces zones de stockage d'emballages soit réalisée à l'issue de l'instruction de la nouvelle étude de dangers.</p> <p><u>Point du 26/10/2023 :</u> La prescription est inadaptée : l'exploitant propose de faire marquer au sol les zones de stockage d'emballages vides autorisées plutôt que les zones d'effets thermiques.</p> <p>SPEICHIM propose que la matérialisation des stockages autorisés soit réalisée à l'issue de l'instruction de la nouvelle étude de dangers et précise que les stockages actuels respectent déjà les zones autorisées.</p> <p>L'inspection prend acte de la demande et des propositions de SPEICHIM. La mise à jour de la prescription sera faite à l'occasion de l'instruction de l'étude de dangers.</p> <p>La matérialisation des zones de stockage d'emballages n'est pas réalisée aussi il est proposé d'encadrer la mise en conformité des installations par arrêté préfectoral de mise en demeure, en cohérence avec les propositions de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois
N° 10 : Suites inspections précédentes
Référence réglementaire : Autre du 22/02/2022, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Constat 5-25/10/2021
<p>Prescription contrôlée : Chapitre 8.2 AM Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage doit être évitée soit par un dispositif de trop-plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et un signal d'alarme.</p> <p>Précisions de l'exploitant : Des capteurs de niveau haut sont installés sur chaque cuve et retransmettent les informations en salle de contrôle (information de niveau et de volume). Une alarme se déclenche en cas de dépassement de la consigne de niveau.</p> <p>Les informations de niveau / volume ont été visualisées en salle de contrôle. Les capteurs de niveau sont testés annuellement ; les actions de contrôle sont inscrites dans le logiciel de maintenance QUICBRAIN ; les résultats des tests de 2021 ont été consultés en séance. Constat 5 - 25/10/2021 : demande de compléments : l'exploitant confirmera que l'alimentation des pompes est coupée simultanément à l'émission du signal d'alarme impulsé par les capteurs de niveau, ou qu'un dispositif de trop-plein tel que décrit dans la prescription du chapitre 8.2 est en place.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Précisions de l'exploitant du 14/04/2022 :</u> Les capteurs de niveau des cuves de stockage reportés en salle de contrôle sont des indicateurs à destination des opérateurs. Il ne s'agit pas d'organe de sécurité empêchant le débordement des réservoirs. Pour empêcher le débordement des réservoirs, des lames anti-débordement sont installées et coupent l'alimentation des pompes de remplissage en cas d'atteinte du niveau haut et déclenchent simultanément une alarme sonore. Ces lames anti-débordement sont vérifiées annuellement par notre service maintenance.</p> <p><u>Point du 26/10/20223:</u> Le constat est soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite